



**PROGRAMME PILOTE DE
CONTRIBUTIONS
ÉQUIVALENTES ENTRE LE
FMC ET DES
DISTRIBUTEURS POUR LE
PRÉDÉVELOPPEMENT
PRINCIPES DIRECTEURS
2019-2020**

TABLE DES MATIÈRES

1.	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	1
	Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants	1
	Présentation des documents.....	1
	Non-conformité aux Principes directeurs	1
	Fausse déclaration.....	2
2.	FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME PILOTE DE CONTRIBUTIONS ÉQUIVALENTES ENTRE LE FMC ET DES DISTRIBUTEURS POUR LE PRÉDÉVELOPPEMENT	3
2.1	INTRODUCTION	3
2.1.1	Définitions relatives au Programme de développement : distributeur canadien, productions internes et productions affiliées	4
2.2	NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE	4
2.3	MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE	5
2.3.1	Combinaison de fonds.....	5
2.4	DÉPENSES ADMISSIBLES	5
2.4.1	Transactions entre parties apparentées.....	6
3.	ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT	7
3.1	REQUÉRANTS ADMISSIBLES.....	7
3.2	PROJETS ADMISSIBLES	7
3.2.1	Genres	8
3.2.2	Propriété et contrôle canadiens.....	8
3.2.3	Exigences diverses	9
3.2.4	Exigences en matière de droits de prédéveloppement	9

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants

Les présents Principes directeurs sont communiqués à titre d'information et pour des raisons pratiques aux Requérants (tels qu'ils sont définis dans la section 3.1) qui déposent une demande auprès du Fonds des médias du Canada (FMC). Ils fournissent un aperçu des objectifs du FMC et de son administration ainsi que des renseignements sur ses pratiques administratives habituelles. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FMC.

Le FMC administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FMC prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Tous les Requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FMC ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables telles qu'elles sont créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, y compris les ECP, sont énoncées dans l'[annexe B](#) des présents Principes directeurs et peuvent être consultées dans le site Web du FMC à www.cmf-fmc.ca. Les renseignements compris dans les annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les projets qui bénéficient d'une participation financière du FMC au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FMC en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FMC commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

Remarque : Les présents Principes directeurs peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ceux-ci, veuillez consulter le site du FMC à www.cmf-fmc.ca.

Présentation des documents

Il incombe au Requérant de s'assurer que le FMC a reçu tous les documents relatifs à sa demande et de veiller à la mise à jour desdits documents après un changement important. Le FMC peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer et analyser un projet, ainsi que pour terminer la révision de ses dossiers, une fois cette évaluation et cette analyse effectuées. Le FMC se réserve le droit de ne fonder son évaluation et son étude d'un projet que sur les documents écrits et audiovisuels soumis initialement par le Requérant.

Non-conformité aux Principes directeurs

Si un Requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FMC peut, à sa discrétion, rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au Requérant.

Fausse déclaration

Si, à quelque moment que ce soit, en vertu des Principes directeurs ou à la demande du FMC, un Requérant fournit des renseignements qui se révèlent faux ou omet des informations se rapportant à une demande, il encourt des conséquences qui peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- le projet en cours du Requérant peut devenir non admissible à un financement;
- les productions ultérieures du Requérant peuvent être non admissibles à un financement;
- le Requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties;
- le Requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au Requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FMC). Les Requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente ayant force obligatoire contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME PILOTE DE CONTRIBUTIONS ÉQUIVALENTES ENTRE LE FMC ET DES DISTRIBUTEURS POUR LE PRÉDÉVELOPPEMENT

2.1 INTRODUCTION

Le Programme pilote de contributions équivalentes entre le FMC et des distributeurs pour le prédéveloppement (le « **Programme** ») est une initiative de l'Association canadienne des exportateurs de contenu (**ACEC**), en collaboration avec le Fonds des médias du Canada (**FMC**), qui vise à soutenir des projets télévisuels canadiens destinés à l'exportation en encourageant la collaboration précoce entre des sociétés de distribution admissibles, des scénaristes et des producteurs. Le budget total combiné du Programme s'établit à 1,5 million de dollars; les deux tiers des fonds seront versés à des projets de langue anglaise et le tiers, à des projets de langue française.

Pour être admissibles au Programme, les projets doivent répondre à l'un des genres admissibles du FMC (dramatiques, documentaires, enfants et jeunes, variétés et arts de la scène — voir les définitions de l'[annexe A](#)). Le financement au titre de ce programme est attribué selon le principe du « premier arrivé, premier servi », jusqu'à l'épuisement des fonds ou à la date limite de dépôt des demandes, si cette date est antérieure. Dans le cas où un grand nombre de projets seraient déposés à la même date et créeraient une demande excédentaire de financement, le FMC pourrait : distribuer les fonds dont il dispose de façon proportionnelle (au prorata) entre les projets admissibles déposés à cette date; choisir le nombre de projets soumis (par requérant) qui recevront du financement; ou décider de distribuer les fonds d'une façon équitable, tel qu'il le déterminera à sa seule discrétion. Les projets admissibles peuvent bénéficier d'une aide financière jusqu'à concurrence du montant de la contribution maximale consentie par projet (voir la section 2.3), sous réserve d'autres restrictions précisées.

Les projets qui font l'objet de la demande de financement doivent avoir obtenu des droits de prédéveloppement admissibles d'un distributeur canadien admissible (conformément à la section 2.1.1 ci-dessous). Il est à noter que l'accès au financement du Programme peut être déclenché par *tout* distributeur canadien qui satisfait à la définition ci-dessous, qu'il soit membre ou non de l'ACEC.

Chaque requérant peut présenter un maximum de trois projets au titre du Programme.

Un maximum de 50 % du budget du Programme sera octroyé à des requérants ayant obtenu des droits de prédéveloppement admissibles d'un distributeur canadien admissible affilié. Un distributeur canadien ne pourra être associé à plus de deux projets affiliés présentés au titre du Programme.

À cette étape, le financement soutiendra des activités de prédéveloppement, en particulier le matériel créatif qui en est aux premières étapes.

Les productions affiliées à un télédiffuseur et les productions internes ne sont pas admissibles au Programme.

2.1.1 Définitions relatives au Programme de développement : distributeur canadien, productions internes et productions affiliées

« Distributeur canadien » s'entend d'une société de distribution¹ :

- a. à but lucratif, c'est-à-dire une société de distribution canadienne imposable selon les termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
- b. sous contrôle canadien en vertu des articles 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*;
- c. dont le siège social est situé au Canada;
- d. qui a, en son nom ou par ses sociétés apparentées, distribué à l'étranger au moins 50 titres de langue anglaise (si le projet qu'il souhaite déclencher est de langue anglaise) ou au moins 20 titres de langue française (si le projet qu'il souhaite déclencher est de langue française), dans un genre financé par le FMC²;
- e. qui fait la preuve qu'elle participe à au moins quatre marchés internationaux par année;
- f. qui a du personnel qui travaille précisément et exclusivement dans son service des ventes.

Productions affiliées

Une société de production affiliée à un télédiffuseur est un Requérant qui, selon les termes de la section 3.1(1), est affilié à un télédiffuseur canadien (le FMC emploie la définition d'« affilié » au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*). Les productions affiliées sont des projets produits par des sociétés de production affiliées à un télédiffuseur dont les droits de diffusion ont été acquis par leur ou leurs télédiffuseurs affiliés.

Productions internes

Les productions internes sont des projets produits et détenus par un télédiffuseur canadien.

2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

Les Requérants dont les demandes ont été acceptées au titre du Programme bénéficient d'une participation financière sous la forme d'une avance remboursable. La totalité de l'avance du Projet admissible doit être remboursée :

i) le ou avant le premier jour de préparation au tournage des prises de vue principales du Projet admissible (peu importe la plateforme pour laquelle il est produit) ou d'une autre utilisation du scénario;

ou

ii) le ou avant le transfert, la vente, la cession ou toute autre disposition faite du scénario, si ceux-ci surviennent en premier.

¹ Pour plus de clarté, une société de distribution est une société distincte dont les activités et les ressources sont en grande partie consacrées à la distribution et à la vente de propriétés cinématographiques et télévisuelles et non pas simplement une composante d'une société créée pour un autre objectif principal (p. ex., la radiodiffusion). Par conséquent, aux fins de ce programme, les diffuseurs canadiens ne sont pas admissibles à titre de distributeurs canadiens.

² Il est à noter qu'il n'est pas possible de combiner des titres des deux langues pour atteindre un seuil.

2.3 MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

La contribution maximale du FMC à chacun des projets financés équivaudra (dollar pour dollar) à celle du droit de prédéveloppement admissible (voir la définition dans la section 3.2.4 ci-dessous) versé au Requérant par le distributeur canadien (conformément à l'entente de prédéveloppement³ entre les deux parties).

Par souci de clarté, précisons que, si un projet admissible a reçu du financement par le truchement du Programme de soutien aux premières étapes de développement du FMC, la somme versée au titre de ce dernier sera prise en compte dans la contribution maximale du FMC octroyée dans le cadre de ce Programme.

Ainsi, si un distributeur canadien verse à un projet admissible un droit de prédéveloppement de 75 000 \$, et que ce projet a déjà reçu 20 000 \$ au titre du Programme de soutien aux premières étapes de développement, la contribution maximale du FMC au projet au titre du Programme pilote pour le prédéveloppement sera de 55 000 \$.

2.3.1 Combinaison de fonds

Les projets présentés au titre du Programme peuvent avoir déjà reçu du financement du FMC en vertu du Programme de soutien aux premières étapes de développement du FMC.

Tel qu'il est mentionné dans la section précédente, si un projet admissible a reçu du financement par le truchement du Programme de soutien aux premières étapes de développement du FMC, la somme versée au titre de ce dernier sera prise en compte dans la contribution maximale du FMC octroyée dans le cadre de ce Programme.

2.4 DÉPENSES ADMISSIBLES

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis du projet soumis au Programme (y compris les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses que le FMC juge nécessaires, moins toutes les dépenses considérées comme excessives, gonflées ou déraisonnables par le FMC.

Les dépenses suivantes peuvent être considérées comme des dépenses admissibles :

- Matériel créatif, notamment le traitement, l'aperçu, la bible, le scénario pilote et un autre scénario;
- Création de matériel de prévente, notamment des maquettes de courte durée ne devant pas être diffusées;
- Frais d'option pour droits sous-jacents;
- Recherche;
- Script éditeur;
- Consultant en scénarisation;
- Honoraires des auteurs-producteurs (*showrunners*);
- Frais de déplacement limités (jusqu'à 10 % des fonds octroyés par le Programme);
- Frais juridiques sans lien de dépendance;
- Honoraires du producteur et frais d'administration (assujettis à un plafond de 10 % des dépenses admissibles)⁴;
- Frais comptables (si une mission d'examen est nécessaire en vertu des [Exigences en matière de comptabilisation et de présentation](#)).

D'autres politiques d'affaires du FMC concernant les dépenses admissibles sont décrites dans l'[annexe B](#).

³ Une entente de prédéveloppement est l'entente en vigueur ayant force légale entre le requérant et le distributeur canadien qui déclenche du financement du FMC par le truchement du Programme et comprend un droit de prédéveloppement, comme il est établi à la section 3.2.4.

⁴ Pour les requérants ayant un distributeur affilié, les honoraires du producteur et les frais d'administration ne sont pas considérés comme des dépenses admissibles en vertu du Programme et ces sommes ne peuvent être réclamées.

2.4.1 Transactions entre parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- divulgué au FMC;
- conforme aux [Exigences en matière de comptabilisation et de présentation](#) du FMC en vigueur.

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES

Pour être admissible au soutien financier du FMC, le Requêteur doit être une société :

- a) à but lucratif, c'est-à-dire une société de production canadienne imposable selon les termes de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada;
- b) sous contrôle canadien en vertu des articles 26 à 28 de la Loi sur Investissement Canada;
- c) dont le siège social est situé au Canada;
- d) qui a produit au moins 15 heures de contenu (dans le même genre que celui du ou des projets présentés) ayant été vendu dans des marchés étrangers.

Remarque : Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « Requêteur » englobe tout corequêteur ou société mère liée, des entreprises ou des individus associés ou affiliés (comme le FMC le détermine à sa seule discrétion), selon le cas.

3.2 PROJETS ADMISSIBLES

Un projet admissible en vertu du programme est un nouveau projet télévisuel qui respecte tous les critères pertinents et toutes les sous-sections applicables des présents Principes directeurs. Le FMC reconnaît que les projets en pré-développement sont embryonnaires et en évolution, et pourraient ne pas être conformes, au moment de la demande, aux exigences essentielles au financement qui se trouvent dans tous les programmes du FMC liés à la production. Les Requêteurs sont encouragés à examiner ces Exigences fondamentales (et toute exigence nécessaire à l'admissibilité aux programmes qui sont applicables pour les dernières étapes du cycle de vie d'un projet). À ce titre, les projets admissibles en vertu du Programme doivent être raisonnablement conformes à toutes les exigences applicables à venir des programmes du FMC, et le FMC déterminera, à son entière discrétion, s'il est réaliste de s'attendre à ce qu'un projet soit conforme aux exigences en vertu de tous les programmes pertinents et applicables du FMC.

Un projet admissible doit être une production canadienne ou une coproduction audiovisuelle régie par un traité. Un scénariste canadien doit participer à toutes les étapes du pré-développement. Dans le cas des projets canadiens développés à titre de coproductions audiovisuelles régies par un traité, la participation active d'un scénariste canadien constitue une condition essentielle.

Le Requêteur doit avoir acquis tous les droits et les options liés au projet, exclusifs pour une période minimale de 24 mois, nécessaires à l'adaptation de l'œuvre ou du concept original, à la scénarisation, à la production et à la distribution mondiale (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas).

En outre, chaque requêteur peut présenter un maximum de trois projets.

L'admissibilité au financement en vertu du Programme ne garantit pas l'admissibilité du Requêteur ou du projet à une autre forme d'aide du FMC au titre d'autres programmes du FMC.

3.2.1 Genres

Le FMC appuie les genres d'émissions suivants : dramatiques, documentaires, émissions pour enfants et jeunes, ainsi qu'émissions de variétés et d'arts de la scène. Les définitions du FMC pour chacun de ces genres se trouvent dans l'[annexe A](#) des présents Principes directeurs.

Voici une liste non exhaustive de genres et de formats d'émissions qui ne sont pas admissibles au soutien financier du FMC : productions commanditées, sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, télérealités, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevues, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix et galas non liés au secteur culturel⁵, reportages d'actualités, émissions d'intérêt religieux, émissions de collectes de fonds, émissions-bénéfices, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

Remarque : Il existe une certaine flexibilité pour les émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir l'[annexe A](#) pour plus d'information.

3.2.2 Propriété et contrôle canadiens

Le projet doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet est détenu et contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyens canadiens ou de résidents permanents du Canada;
- c) le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les phases de prédéveloppement;
- d) généralement, plus de 49 % du financement du prédéveloppement ne peut être fourni par une seule personne, entité ou entité apparentée non canadienne; toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- e) le Requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur. Ces droits incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation définitive des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation, ainsi que la préparation et l'approbation définitive du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- f) le Requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires au développement, à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger, et il conserve également un intérêt financier permanent dans le projet (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas).

Remarque : Ces critères doivent être interprétés afin de permettre aux coproductions audiovisuelles canadiennes régies par un traité d'accéder à une aide financière du FMC.

⁵ Les remises de prix et les galas liés au secteur culturel sont admissibles s'ils répondent à la définition de « variétés et arts de la scène » du FMC.

3.2.3 Exigences diverses

- a) Le projet doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes approuvées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable.
- b) Le FMC s'attend à ce que les Requérants et les distributeurs canadiens négocient l'entente de prédéveloppement nécessaire pour l'obtention de fonds au titre du Programme de bonne foi, dans le respect mutuel et dans la collaboration, le tout conformément à l'esprit et à l'intention du Programme.

3.2.4 Exigences en matière de droits de prédéveloppement

Pour recevoir la contribution équivalente (dollar pour dollar) offerte par le Programme, les projets faisant l'objet d'une demande de financement doivent avoir reçu d'un distributeur canadien (voir la définition dans la section 2.1.1 ci-dessus) un droit de prédéveloppement d'au moins 20 000 \$, jusqu'à concurrence de 75 000 \$.

Chaque distributeur canadien peut verser un maximum de 250 000 \$ (dans chaque marché linguistique) en droits de prédéveloppement dans le cadre du Programme.